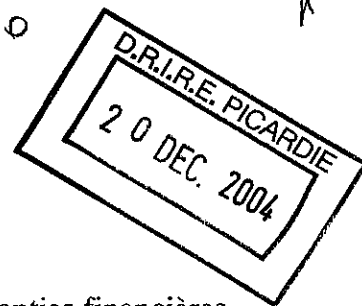




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SA-3640



PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté modifiant le montant des garanties financières
pour la remise en état de la carrière de sablon exploitée sur
le territoire communal de CUIGY EN BRAY
par l'Entreprise A. RENEZ

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

VU le code de l'environnement ;

VU l'ordonnance n° 59-115 du 7 janvier 1959 relative à la voirie des
collectivités locales ;

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie
« législative du code de l'environnement » ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété, et la
nomenclature des installations classées annexée ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application
des dispositions reprises au titre 1er « installations classées pour la protection de
l'environnement » du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations
de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié, fixant le modèle
d'attestation de la constitution des garanties financières prévues à l'article 23-3 du
décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant
des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des
installations classées ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1999 autorisant l'entreprise Alain RENEZ à exploiter une carrière de sablon sur le territoire communal de CUIGY EN BRAY, lieudit « Le Fond de la Haute Rue », parcelle cadastrée section A n° 496 ;

VU la demande présentée le 1^{er} septembre 2004 et complétée le 11 octobre 2004 par l'entreprise Alain RENEZ, représentée par M. Alain RENEZ, entrepreneur en terrassements et travaux publics, 12 route nationale – 60430 – WARLUIS, à l'effet d'obtenir l'actualisation du montant des garanties financières destinées à assurer la remise en état de la carrière de sablon située à CUIGY EN BRAY, lieudit « Le Fond de la Haute Rue », parcelle cadastrée section A n° 496 ;

VU le rapport et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 12 octobre 2004 ;

VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 19 novembre 2004 ;

CONSIDERANT l'article L 515-5 du code de l'environnement imposant que les carrières existantes à la date du décret rangeant les carrières dans la nomenclature prévue à l'article L 511-2 dudit code, doivent être mises en conformité ;

CONSIDERANT le décret du 21 septembre 1977 susvisé, notamment ses dispositions prévues à l'article 23-3 pour ce qui concerne les garanties financières ;

CONSIDERANT que l'état d'avancement des travaux d'extraction de la carrière de sablon du site de CUIGY EN BRAY nécessite une révision du montant des garanties financières au regard du montant fixé au titre II.5.5. 2^{ème} alinéa de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1999 susvisé ;

LA pétitionnaire entendue ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise

ARRETE

ARTICLE 1er :

Les dispositions édictées au titre II.5.5 2^{ème} alinéa de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juillet 1999 susvisé sont modifiées comme suit :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la seconde période de 3 ans est de 25 398,43 € TTC».

.../...

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions prescrites par l'arrêté susvisé restent sans changement.

ARTICLE 3 :

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès de la juridiction administrative compétente, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de CUIGY EN BRAY, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Un extrait sera publié, aux frais de la pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département, et affiché en mairie par les soins du maire de la commune de CUIGY EN BRAY

Fait à Beauvais, le 14 décembre 2004.

pour le préfet,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS

DESTINATAIRES

M. Alain RENEZ
Entreprise Terrassements-Travaux Publics A. RENEZ
12 route nationale
60430 - WARLUIS

M. le maire de CUIGY EN BRAY
M. le maire de BLACOURT
M. le maire d'ESPAUBOURG
M. le maire d'HODENC EN BRAY
M. le maire de LA CHAPELLE AUX POTS
M. le maire d'ONS EN BRAY
M. le maire de SENANTES
M. le maire de SAINT AUBIN EN BRAY

M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

M. le directeur départemental de l'équipement

Mme. la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

M. le chef du service départemental de l'architecture
architecte des bâtiments de France
Place du Palais - B.P. 10769 - 60207 - COMPIEGNE Cédex 2

M. le conservateur régional de l'archéologie
direction régionale des affaires culturelles de Picardie
5 rue Henri Daussy - 80044 - AMIENS Cédex 1

M. le directeur régional de l'environnement
56 rue Jules Barni - 80040 - AMIENS Cédex

M. le directeur du service interministériel de défense et de protection civile

M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie
44 rue Alexandre Dumas - 80094 - AMIENS Cédex 3

M. l'inspecteur des installations classées
DRIRE - groupe de subdivisions de l'Oise
ZA de la Vatine - 283 rue de Clermont - 60000 - BEAUVAIS
(s/c. du chef de groupe de subdivisions de l'Oise)